



Hasardeux pari de la Syrie au Liban

POUR la première fois, le 23 février 1987, les douze pays membres de la Communauté européenne ont apporté leur soutien au projet de conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Après une longue léthargie, la diplomatie semble s'inquiéter à nouveau d'une situation explosive qui risque d'échapper à tout contrôle. Au Liban, la récente « guerre des camps » a illustré la force de la revendication nationale palestinienne, alors que l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth représente un pari hasardeux pouvant déboucher sur de nouveaux conflits.

Enième retournement de situation depuis l'invasion israélienne de 1982, l'entrée de l'armée syrienne à Beyrouth-Ouest, le 22 février 1987, vient brusquement stopper, au moins pour un temps, un processus continu de dérèglement du conflit libanais. Dérèglement qui devenait une source de menaces pour la Syrie elle-même, après lui avoir longtemps profité. Car si la fragmentation de l'espace libanais en plusieurs « microclimats » où chacun pouvait mener sa propre guerre avait permis au président Hafez El Assad de mener une guerre ininterrompue contre les Palestiniens, à travers le mouvement chiite Amal, la situation risquait de devenir insaisissable et de favoriser les calculs de M. Yasser Arafat et simultanément la concurrence iranienne. Aussi l'intervention à Beyrouth apparaît-elle comme un rétablissement de la position de Damas.

C'est après avoir épuisé les possibilités de contrôle indirect de la crise libanaise, par l'entremise d'Amal, que Damas se décide à ramener son armée à Beyrouth. L'événement ayant motivé cette décision est tout à fait significatif de l'ampleur de la menace : une contestation de son principal allié, Amal, par une constellation de forces, notamment le Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt qui avait toujours su ne pas aller trop loin dans ses relations avec Damas et le Parti communiste qui, lui, était totalement aligné sur les positions syriennes depuis trois ans. Situation d'autant plus inquiétante qu'elle se greffait sur la guerre des camps palestiniens.

Or, cette dernière représente un enjeu considérable pour le président Assad, dont la politique est très largement centrée, depuis



1983, sur la lutte contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

La bataille des camps, déclenchée par Amal au printemps 1985, et rallumée au printemps 1986, avait une nouvelle fois repris à l'automne dernier. Cette guerre trouve son origine dans ce qu'il est convenu d'appeler le « retour » des Palestiniens, après le repli israélien sur la zone de sécurité à la frontière sud. Malgré le départ des combattants de l'OLP de Beyrouth en 1982, puis de Tripoli, au nord, en 1983, les Palestiniens n'avaient pas vraiment cessé d'être liés à ce qui se passait au Liban, jouant un rôle majeur dans la lutte contre l'occupation israélienne au sud, apportant un concours décisif aux druzes dans la guerre du Chouf (septembre 1983) et même au mouvement Amal, lors de sa révolte victorieuse contre l'armée du président Amine Gemayel (février 1984).

Beaucoup de ceux qui se battent aujourd'hui font partie de la génération qui a achevé de grandir dans les camps depuis 1982. D'autres les ont rejoints à leur retour de déportation. Nombre de combattants dispersés en Tunisie, au Soudan, en Algérie ou au Yémen ont regagné le pays, conformément à une décision expresse de leur direction, en empruntant les voies les plus diverses : à travers les zones druzes, avec l'aide du Hezbollah, par l'aéroport de Beyrouth — en achetant des complicités au sein des services de sécurité d'Amal, — voire par le port de Jounieh contrôlé par les milices chrétiennes. C'est la restauration de son pouvoir autonome qui allait déclencher diverses réactions d'hostilité contre l'OLP. A l'intérieur, ce succès contrariait les efforts du mouvement Amal pour établir son hégémonie et, du même coup, minait le projet syrien. Sur le plan régional, il anéantissait les espoirs de la Syrie, qui, depuis 1983, s'employait à assujettir l'OLP. Enfin, pour les Israéliens, il menaçait d'effacer le principal acquis de l'invasion de 1982, d'autant que, au même moment, la Cisjordanie connaissait un regain d'agitation en faveur de l'OLP, grâce, en grande partie, à la présence à Amman des responsables militaires, dont M. Abou Jihad, grand artisan de la réactivation du front de l'« intérieur ».

A ces trois défis, Amal se chargea d'apporter une réponse commune sur le thème : « Pas de retour à la situation d'avant 1982. » De fait, dans la période qui avait précédé l'invasion israélienne de 1982, des affrontements de plus en plus fréquents avaient opposé Amal aux Palestiniens - comme aux communistes et aux baasistes pro-irakiens qui le concurrençaient au sein de la communauté chiite. L'hostilité du mouvement Amal à l'égard des Palestiniens apparaît ainsi comme une constante de son combat politique ; tendant vers l'affirmation de la communauté chiite dans la vie libanaise, trop longtemps victime des déséquilibres confessionnels, sa démarche se heurtait à ceux qui



détenaient le pouvoir de fait dans les régions de présence chiite, en l'occurrence les Palestiniens et leurs alliés progressistes d'alors.

Dans cette logique, Amal s'efforça en 1985, avec la bénédiction de la Syrie, de « normaliser » la situation à la frontière sud, rendant à Israël de la main gauche une partie de ce qu'on lui avait ôté de la main droite, après l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983. L'entente tacite qui fut alors conclue avec l'Etat hébreu, et dont l'existence est corroborée de diverses sources israéliennes, se traduit par une chasse aux résistants qui entendaient poursuivre la lutte contre l'occupation déguisée de la zone frontalière. Dans le même temps, au printemps 1985, s'ouvrait à Beyrouth le premier round de la guerre des camps, qui devait se conclure par un échec pour Amal, tandis que se confirmait la montée en puissance de son rival chiite, le Hezbollah (Parti de Dieu), soutenu par l'Iran. Depuis lors, le projet visant à régler la présence palestinienne et à désarmer les camps est resté dans une impasse. Non seulement les Palestiniens, qui n'avaient nulle raison d'y consentir, se renforçaient de jour en jour, mais encore la Syrie s'enfermait dans les contradictions en essayant, tout en soutenant Amal, d'encourager les Palestiniens dissidents, ses autres alliés, au sein de la population des camps. Damas perdit sur les deux tableaux : Amal, s'enlisant dans la guerre des camps, voyait du même coup son emprise menacée dans le sud et à Beyrouth ; quant aux dissidents de l'OLP, ils faisaient cause commune avec les loyalistes majoritaires, combattant même sous leur direction. Finalement, les camps des environs de Saïda, et la ville elle-même, sont redevenus des bastions de l'OLP. Le camp de Rachidiyeh, à quelques kilomètres de la frontière israélienne, a échappé au contrôle d'Amal. Et ce mouvement a resserré son blocus, plongeant, pour un temps, les populations palestiniennes dans des conditions dramatiques.

La brutalité des moyens utilisés dans le dernier round de la guerre des camps témoigne de l'importance des enjeux. Tout regroupement de population palestinienne, assorti d'un minimum d'autonomie, semble inmanquablement assurer la renaissance du pouvoir de l'OLP — les camps n'ont-ils pas depuis toujours constitué le terreau naturel du Fath ? Chercher à les éliminer, en provoquant le déplacement de leurs populations civiles, au besoin par la famine ; tel fut le raisonnement d'Amal, conforté par la nécessité pour la Syrie de freiner l'effritement progressif de son autorité au Liban.

La désagrégation interne

EN 1985, Damas pouvait se croire en passe de refermer le dossier libanais. Après son retour en force l'année précédente, les diverses communautés, ou leurs milices, étaient parvenues à une situation



d'équilibre et à une compartimentation géographique. Une solution pragmatique, fondée sur ces nouveaux équilibres, paraissait possible sous l'égide syrienne, et la fin de la guerre semblait d'autant plus vraisemblable que le facteur palestinien de la crise avait été mis entre parenthèses. Le gouvernement d'union nationale, présidé par M. Rachid Karamé et regroupant les principaux ténors du pays, était censé ouvrir la voie à une telle solution. Subsistaient cependant les pesanteurs historiques du dialogue intercommunautaire. Et surtout, le processus de désintégration qui avait d'abord affecté l'ensemble du corps libanais commençait à gagner les communautés elles-mêmes. En particulier, les chrétiens maronites et les chiites. Cahin-caha, la Syrie finit par imposer aux chrétiens l'accord tripartite signé à Damas, en décembre 1985, par MM. Elie Hobeika, pour les Forces libanaises et les chrétiens ; Nabih Berri, pour Amal et les chiites ; Walid Joumblatt, pour le Parti socialiste progressiste et les druzes.

Accord mort-né, car le président Gemayel, rompant la lune de miel avec Damas, refusa pour sa part d'y souscrire. Ce coup d'éclat fut le premier grain de sable dans la mécanique syrienne, mais il n'aurait pu se produire si la résistance palestinienne n'avait pas repris de sa force dans les camps. En retour, le coup porté par M. Gemayel au projet syrien avait indirectement pour effet d'accroître la marge de manoeuvre de l'OLP, cette convergence étant symboliquement illustrée par la rencontre à Tunis du président libanais avec M. Abou Iyad.

Entre-temps, M. Elie Hobeika avait été brutalement écarté de la direction des milices chrétiennes au profit d'une tendance irrédentiste, incarnée par une sorte de moine-soldat, M. Samir Geagea, qui refusait toute entente avec la Syrie et ne paraissait pas davantage favorable à une négociation interne.

Du côté druze, M. Walid Joumblatt ne fut pas contesté au sein de son camp pour avoir signé l'accord tripartite de Damas. Mais il est patent qu'il avait dû se faire violence pour l'accepter, et qu'il ne montra pas une grande ardeur dans la défense d'un texte qui avait pour effet d'hypothéquer sa liberté d'action par rapport au tuteur syrien.

Quant à M. Nabih Berri, il parvint, lors d'un laborieux congrès de son mouvement au printemps 1986, à surmonter les critiques que suscitait au sein même d'Amal sa politique dans le sud du pays et l'enlisement dans l'affaire des camps. La rivalité du Hezbollah est aussi source de tracas pour Amal, alors que les conditions de vie de la population chiite libanaise, dont il voulait incarner les aspirations, ne se sont toujours pas améliorées, il s'en faut. A quoi se sont finalement ajoutés les tiraillements avec les forces de gauche, en principe elles aussi liées à Damas, mais qui, préoccupées par la prolongation de la guerre des camps — qu'elles avaient d'abord approuvée — et par les aspirations



hégémoniques de M. Nabih Berri, s'en sont directement prises à la présence d'Amal à Beyrouth.

L'échec de l'accord tripartite et du gouvernement d'union nationale — il n'a tenu qu'une seule réunion depuis août 1986, et encore était-ce hors du cadre du conseil des ministres — se traduit, dans la vie quotidienne, par une paralysie totale de l'Etat, qui ne fonctionne plus que comme planche à billets et comme trésorier-payeur des fonctionnaires, et par un marasme économique qui va chaque jour s'aggravant. La livre a subi une chute vertigineuse, de sorte que, si l'on calcule en dollars, le pays est devenu l'un des moins chers du monde : beaucoup de salariés gagnent moins de 20 dollars par mois. Le naufrage économique commence à provoquer, sinon la famine, du moins une grave sous-alimentation. Quelques efforts individuels sont certes accomplis pour développer l'industrie locale. Les produits textiles, en particulier, pourraient devenir très compétitifs à l'échelle mondiale. Mais tout projet global paraît impensable tant qu'une solution politique n'aura pas permis la restauration de l'Etat.

De ce point de vue, l'intervention syrienne sera sans doute suivie d'un semblant de dialogue politique interlibanais. Pourtant, personne ne se fait d'illusion. Certes, après les protestations de principe, le camp chrétien pourrait être amené à se montrer plus conciliant avec Damas. Mais en dépit de l'atout que lui donne sa présence à Beyrouth, la Syrie ne maîtrise pas l'ensemble du jeu politique. La pression que continue d'exercer Israël, à travers son occupation déguisée de la zone frontalière, lui permet de s'opposer à l'élargissement au sud de l'emprise syrienne. Peut-on oublier que la « pacification syrienne » a échoué en 1977 précisément à cause de la situation au sud du Liban ?

Cette région est en outre le théâtre d'une intense activité du Hezbollah, qui est loin d'épouser les calculs syriens. Bien sûr, la Syrie prend un avantage dans sa rivalité récente avec l'allié iranien, mais l'implantation des islamistes au sud du Liban est de nature à perturber ses desseins.

Face aux Palestiniens en revanche, la Syrie devrait, au moins provisoirement, marquer des points. Sa présence à Beyrouth lui permettra de renforcer, au moins en partie, son contrôle des camps palestiniens. L'OLP continue toutefois de posséder une importante assise territoriale à Saïda, troisième ville du pays, mais il lui faudra considérer que la Syrie peut désormais menacer les canaux par lesquels s'est effectué le retour des Palestiniens. La prudence oratoire — inhabituelle — ayant entouré la dernière initiative syrienne, montre combien les dirigeants de Damas restent conscients des limites de l'entreprise. La désagrégation interne du Liban ne permet pas d'avoir fermement prise sur ce champ clos. Et l'expérience récente montre



LE MONDE
diplomatique
Mars 1987

que, si le Liban est le lieu où la Syrie peut exercer par moment sa force, c'est aussi l'endroit où se révèlent, parfois, toutes ses faiblesses.

Samir Kassir



Id-Reference	87-Pr-000607
Media (Support)	HC
Title	Hasardeux pari de la Syrie au Liban
Subtitle	
Section	
Language	Français
Source	Le Monde Diplomatique
Page	16
Date	Mars 1987
Author	Samir Kassir
Co-Author	
Keywords	
Persons	Hafez.Assad – Yasser.Arafat – Walid.Joumbblatt – Amine.Gemayel – Abou.Jihad – Rachid.Karamé – Elie.Hobeika – Nabih.Berri – Abou.Iyad – Samir.Geagea -
Locations	Liban – Syrie – Proche.Orient – Beyrouth – Damas – Palestine – Israël – Tripoli – Tunisie – Soudan – Algérie – Yémen – Jounieh – Amman – Iran – Saïda – Sud.Liban
Dates	23:02:1987 – 1982 – 22:02:1987 – 1983 – 1985 – 1986, ..:09:1983, ..:02:1984, 17:05:1983
Themes	Liban – Syrie – Communauté.européenne – conférence.internationale – Paix.Proche.Orient – guerre.camps.Liban – troupes.syriennes.Liban – invasion.israélienne.1982 – armée.syrienne.entrée.Beyrouth.Ouest – conflit.libanais – Hafez.Assad – Palestiniens – mouvement.chiite.Amal – intervention.syrienne.Beyrouth – crise.libanaise – Damas – parti.socialiste.progressiste – Walid.Joumbalht – parti.communauté – guerre.camps.palestiniens – OLP – retour.Palestiniens – zone.sécurité – frontière.Israël – combattants.OLP.druzes – guerre.Chouf – Hezbollah – aéroport.Beyrouth – services.sécurité.Amal – milices.chrétiennes – projet.syrien – Israéliens – baassistes – pro-irakiens – communauté.chiite – frontière.Sud.Liban – accord.Libano.israélien.17.mai – présence.palestinienne – camps.palestiniens – camps.Rachidiyeh - population.palestiniennes – Fath – dossier.libanais – chrétiens.maronites – accord.tripartite.1985.Damas – Forces.libanaises – raisistance.palestinienne – Nabih.Berri – Samir.Geagea – gouvernement.Union.national – conseil.ministre –



	crise.économique – emprise.syrienne – implantation.islamites – Sud.Liban
Subject	...Au Liban, la récente « guerre des camps » a illustré la force de la revendication nationale palestinienne, alors que l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth représente un pari hasardeux pouvant déboucher sur de nouveaux conflits.